

La rue exige la vérité à Banja Luka

Republika Srpska Des milliers de citoyens manifestent depuis six semaines suite au meurtre d'un jeune homme.

Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin
Correspondants dans les Balkans

Depuis six semaines, des milliers de citoyens se rassemblent chaque jour à 18 heures dans le centre de Banja Luka, la capitale de la Republika Srpska (RS), "l'entité serbe" d'une Bosnie-Herzégovine toujours divisée. Poing levé, ils rendent hommage à un jeune homme de 21 ans, David Dragicevic, retrouvé mort le samedi 24 mars. *"Ce n'est pas le poing de la révolution. C'est le poing de David et c'est mon poing. C'est le poing qui n'est levé que pour rechercher deux choses : la justice et la vérité"*, répète Davor Dragicevic, le père du jeune homme, à l'origine des rassemblements. La foule lui répond en réclamant *"justice et vérité"*, avant d'écouter *"Klinac u getu"* ("Un mec dans le ghetto"), la chanson écrite voici cinq ans par David, qui dénonce l'absence de perspectives s'offrant aux jeunes de Banja Luka.

David Dragicevic n'avait pourtant rien d'un révolté, d'un leader ou d'un poète. Etudiant à la faculté électrotechnique de la ville, il vivait chez son père, et c'est la banalité de son quotidien qui a fait de son décès mystérieux le détonateur d'une étonnante révolte. Le jeune homme a disparu le 18 mars, mais son corps n'a été retrouvé que six jours plus tard dans la Crkvena, un petit affluent du Vrbas, la rivière qui traverse la ville. Un premier rapport d'autopsie a établi qu'il aurait été sous l'emprise de drogues au moment de son décès, qu'il se serait battu et que son corps serait resté ces six journées dans l'eau – alors que la Crkvena n'est guère qu'un modeste ruisseau. Sous la pression populaire, une seconde autopsie a été effectuée par l'Académie médico-militaire de Belgrade, qui conclut que le corps ne serait resté que deux à quatre jours au maximum dans l'eau... Ces incohérences suffisent à convaincre les partisans de David que la police connaît les véritables circonstances de son décès ainsi que ses assassins mais qu'elle les protège

et refuse de dévoiler leur nom.

Trop de crimes non résolus

"Beaucoup de crimes n'ont jamais été résolus en Republika Srpska, explique Stefan Blagic, qui anime l'association citoyenne Restart. Les gens pensent que la police protège les puissants, ils n'ont plus confiance en la justice, c'est pourquoi ils s'identifient si facilement à la famille de David Dragicevic." Restart joue un rôle majeur dans la mobilisation et cette association, créée par quelques étudiants, est devenue le poil à gratter des autorités, multipliant les initiatives pour dénoncer aussi bien le contrôle des médias que l'émigration des jeunes diplômés. L'ONG vient de se voir infliger une peine de 7 500 marks (3 800 euros) pour s'être opposée à l'expulsion pour dettes d'une famille, une pratique de plus en plus répandue en Republika Srpska.

Étroitement contrôlé par son président Milorad Dodik, l'entité serbe n'est pourtant pas coutumière de ce genre de mobilisation, elle est restée à l'écart des mouvements de contestation qui ont secoué la Fédération, l'autre moitié de la Bosnie-Herzégovine, comme l'insurrection des pléniums, en février 2014. Les autorités regardent donc avec beaucoup d'inquiétude les manifestations qui se développent via les réseaux sociaux et qui gagnent peu à peu les différentes couches sociales, tout en s'étendant en dehors de la seule ville de Banja Luka. Depuis quelques années, un exode massif vers l'Europe occidentale vide la Republika Srpska de ses forces vives, sans que le gouvernement ne s'inquiète de cette saignée démographique qui interdit toute mobilisation sociale d'importance. Mais les choses sont peut-être en train de changer.

Alors que la police explique, dans l'une de ses dernières versions, qu'en plus d'être toxicomane, le jeune David s'appêtait à aller voler une maison lorsqu'il a été tué, la Première ministre de l'entité, Zeljka Cvijanovic, a dénoncé ceux qui tenteraient de *"politiser"* l'affaire. Alors que des élections générales sont prévues au mois d'octobre dans toute la Bosnie-Herzégovine, les dirigeants de la RS sont conscients que le décès du jeune homme pourrait remettre en cause leur monopole du pouvoir.